



HAL
open science

Compte-rendu de l'ouvrage de Steven Zdatny, Les artisans en France au XXe siècle, préface de Michelle Perrot, traduit de l'américain par Claudine Marenco (Paris, Belin, 1999)

Claire Zalc

► **To cite this version:**

Claire Zalc. Compte-rendu de l'ouvrage de Steven Zdatny, Les artisans en France au XXe siècle, préface de Michelle Perrot, traduit de l'américain par Claudine Marenco (Paris, Belin, 1999). 2001. <hal-03425016>

HAL Id: hal-03425016

<https://hal.science/hal-03425016v1>

Submitted on 10 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Steven Zdatny, *Les artisans en France au XXe siècle*, préface de
Michelle Perrot, traduit de l'américain par Claudine Marenco
Claire Zalc

Citer ce document / Cite this document :

Zalc Claire. Steven Zdatny, *Les artisans en France au XXe siècle*, préface de Michelle Perrot, traduit de l'américain par Claudine Marenco. In: Annales. Histoire, Sciences Sociales. 56^e année, N. 6, 2001. pp. 1358-1361;

https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_2001_num_56_6_280014_t1_1358_0000_2

Fichier pdf généré le 22/03/2019

COMPTES RENDUS

des stéréotypes, la manière dont ils s'inversent, sont repris pour des groupes différents, et parfois recyclés par les historiens.

On est un peu désarmé par la notion de « structuralisme post-structural », dont il est question aux pages 101 et 309 et dont on ne voit pas en quoi il est utile à l'auteur, mais son exposé riche et précis montre qu'une comparaison bien menée renouvelle notre connaissance de cette réalité fragmentée et complexe qu'est l'industrie du vêtement des deux côtés de l'Atlantique.

Marianne DEBOUZY

Steven ZDATNY, *Les artisans en France au xx^e siècle*, préface de Michelle Perrot, traduit de l'américain par Claudine Marengo, Paris, Belin, « Histoire et société », 1999, 367 p.

Autant les artisans ont gagné leurs galons dans l'historiographie du xix^e siècle, en particulier grâce aux travaux menés depuis la fin des années soixante-dix sur la petite bourgeoisie (dont l'ouvrage de Geoffrey Crossick et Heinz-Gerhard Haupt, paru en 1995 et qui attend toujours sa traduction en langue française, fait la synthèse récente¹), autant le monde de la petite entreprise au xx^e siècle ne fait l'objet que de trop rares études historiques. En effet, la thèse du prétendu déclin de la petite entreprise indépendante a tenu à l'écart l'historien du social, d'abord attaché à décrire les univers de l'usine et du bureau. Les réticences à entreprendre, en France, une histoire des artisans au xx^e siècle s'expliquent aussi en grande partie par le mépris social et le dénigrement politique dont ils ont fait l'objet. La défiance des historiens s'est ainsi nourrie des soupçons tenaces quant à l'attrance de la petite bourgeoisie pour les mouvements fascistes et réactionnaires, soupçons étayés, en France, par l'examen de trois moments clés au cours

du xx^e siècle : les années trente et leurs ligues, dont la clientèle aurait été essentiellement recrutée chez les boutiquiers et les artisans, l'épisode de Vichy et son discours pro-artisanal, le mouvement Poujade enfin.

Il fallait sans doute un œil neuf et extérieur pour aborder avec distance ces mythologies françaises : la traduction de l'ouvrage de l'historien nord-américain Steven Zdatny, publié pour la première fois en 1990 chez Oxford University Press, comble un vide historiographique de taille et vient nuancer les images dont on affuble traditionnellement les artisans au xx^e siècle. Revendiquant le choix d'entreprendre l'histoire institutionnelle du mouvement artisanal, le livre se situe pourtant à la frontière du social et du politique. Fondée sur de très nombreuses sources publiques et professionnelles, l'étude débute après la Première Guerre mondiale — même si la période qui précède est rapidement évoquée — lorsque naissent les premières associations professionnelles de défense des artisans, et prend fin en 1962, quand la nouvelle définition administrative de l'artisan, calquée sur l'entreprise et non plus sur l'individu, consacre la défaite du projet d'« identité artisanale » soutenu depuis 1919.

C'est après la Grande Guerre que les premiers appels en faveur d'une unité artisanale retentissent, en provenance des provinces reconquises où une loi impériale a été établie, depuis 1897, des chambres de métiers chargées de l'organisation de l'apprentissage et de la formation professionnelle des artisans. Ces appels rencontrent une résonance bienveillante de la part des pouvoirs publics français, et notamment du ministre du Commerce, Étienne Clémentel, qui y voient un moyen de promouvoir la rationalisation des petites structures de production tout en préservant la position centrale des indépendants dans le compromis qui fonde la Troisième République. En effet, les artisans offrent « du point de vue social, l'avantage d'être en même temps ouvriers et patrons », selon

les termes de la loi de 1925 qui institue les chambres de métiers. De plus, le nouveau régime fiscal qui prend effet en 1919, à la suite du vote de l'impôt sur le revenu, créé les conditions propices à la naissance de revendications propres aux artisans. La mobilisation politique de ces derniers, centrée sur les questions fiscales, argue des menaces que toute atteinte au mode de production familial fait peser sur la nation toute entière, raisonnement qui rencontre rapidement un écho favorable chez les parlementaires. Le début des années vingt voit ainsi de manière concomitante la naissance du mot « artisanat » (1920), la constitution de la Confédération générale de l'artisanat français (mars 1922) et la formulation d'une définition fiscale de l'artisan, exempté de l'imposition sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la taxe sur le chiffre d'affaires (loi du 30 juin 1923).

Après avoir exposé les conditions sociales de la naissance de l'artisanat, S. Zdatny entraîne le lecteur dans les dédales du mouvement artisanal qui, dès sa naissance ou presque, s'engouffre dans la division. En effet, alors que la CGAF connaît un succès rapide, elle est immédiatement concurrencée par une fédération d'artisans du Sud-Est, dont l'audience s'élargit à d'autres mouvements régionaux pour former, en 1924, l'Union des fédérations régionales d'artisans de France (UFRA). Les tensions entre le centre et la périphérie, caractéristiques de la France de l'entre-deux-guerres, sont avivées par le clivage entre « petits » et « gros » artisans qui oppose la CGAF issue, à l'origine, de syndicats de cordonniers des quartiers populaires de Paris, et l'UFRA, contrôlée rapidement par les dirigeants des chambres de métiers d'Alsace-Lorraine, gros entrepreneurs qui prônent un modèle d'organisation corporatiste. Puis, le morcellement du mouvement s'accroît, les fédérations régionales se rebifant devant la prise en main de l'UFRA par les Alsaciens en créant de nouvelles organisations qui sont autant de structures

concurrentes. Le torchon brûle, dès 1925, dans une lutte acharnée pour la prédominance au sein de l'artisanat et plus précisément pour la prise en main de l'Association des présidents des chambres de métiers (APCMF). Le comble du désordre est atteint au tournant des années trente, moment qui correspond à une forte instabilité du statut social de l'artisan tant du point de vue de la propriété que des savoir-faire. Car S. Zdatny ne se contente pas de décrire les conflits qui traversent le mouvement, il les lit au prisme de l'évolution sociale et économique du monde de l'atelier.

Face à la crise, les petites entreprises, contrairement aux idées reçues, résistent bien. Les aléas de la conjoncture économique contribuent surtout à modifier la hiérarchie des secteurs de production : si la dépression affecte les artisans du textile, les forgerons ou encore les métiers du bâtiment, d'autres ont, à la même époque, un destin florissant (réparateurs de radios, photographes). En développant l'exemple de la coiffure qu'il connaît particulièrement bien, l'auteur démontre l'adaptabilité des petites structures de production à la nouvelle donne économique². La crise n'annonce pas le déclin de l'artisanat, pas plus qu'elle ne jette l'artisan dans les bras du fascisme. Certes, il est possible de repérer des similitudes de langage entre le mouvement artisanal, notamment sa branche alsacienne, la plus corporatiste, et le fascisme, mais les analogies s'arrêtent au seuil de certains discours. S. Zdatny montre, en revanche, combien la profession artisanale se dresse avec virulence contre la pseudo-concurrence déloyale des artisans étrangers, semblant trouver dans la xénophobie l'un des ferments de sa cohésion. Sans doute la bienveillance de la classe politique à l'égard de l'artisanat contribue-t-elle à éloigner ce dernier de la tentation fasciste. Le Front populaire galvanise la politisation des artisans qui se mobilisent contre les accords Matignon, même si le gouvernement Blum veille à ce qu'ils ne s'appliquent pas aux

COMPTES RENDUS

petites entreprises qui n'emploient que de la main-d'œuvre familiale. Mais il accroît également les divisions des artisans, comme en témoignent les grèves qui secouent les salons de coiffure en 1936 afin d'obtenir l'application de la loi des quarante heures.

Cependant, l'apport majeur de l'ouvrage de S. Zdatny réside dans la lecture qu'il offre de la période de Vichy, « cœur dramatique de l'étude » selon sa préface, Michelle Perrot. L'auteur y passe au crible les préjugés qui font des artisans les fantassins des troupes maréchalistes. Certes, le programme de la Révolution Nationale leur réserve une place centrale : fondé sur la collaboration entre ouvriers et patrons, il défend le corporatisme et promeut le malthusianisme social et économique, deux thèmes chers au cœur des indépendants. Toutefois il n'est que peu suivi d'effets : très présents dans les discours, les artisans sont quasi-absents des rouages de l'administration vichyste. Le mouvement artisanal, qui accueille l'arrivée de Pétain avec un certain optimisme, devient rapidement sceptique devant les modalités d'application de la Charte du travail (octobre 1941) ou encore la mise en place du Statut de l'artisanat (août 1943), qui apparaissent comme autant de tentatives d'organisation étatique de leur profession. Par ailleurs, les artisans ne sont pas seulement ces « profiteurs de guerre » épargnés par les contraintes du rationnement, ils souffrent et se plaignent fréquemment de la pénurie de matières premières. À mesure que le mouvement artisanal se disloque, la déception l'emporte. S. Zdatny affirme ainsi qu'il n'y eut point d'adhésion massive à la politique du Maréchal de la part d'artisans trop attachés à leur désir d'autonomie et à leur idéal d'indépendance pour cautionner les essais de rationalisation et de concentration de la production mis en œuvre par Vichy. Mais, si la thèse de l'absence de collusion entre les artisans et Vichy convainc aisément, on peut regretter que le chapitre consacré à la période de l'Oc-

cupation omette d'évoquer les modalités de l'aryanisation économique qui touche de plein fouet les artisans juifs. Il s'agit sans doute d'un corollaire du point de vue adopté par l'historien nord-américain qui, en privilégiant sciemment une approche institutionnelle et politique, néglige quelque peu la question de la composition démographique, sociale ou encore nationale de la population des artisans.

Après-guerre, alors que les artisans n'ont sans doute jamais été aussi nombreux, avec plus d'un million d'entreprises, le vent a tourné. Discredités par le discours pro-artisanal de Vichy, considérés comme les avatars d'une industrialisation archaïque par les chantres de la modernisation économique et de la planification, les artisans peinent à trouver leurs marques dans le nouveau paysage politique de la Quatrième République. Le mouvement artisanal tente de se réorganiser sous la forme d'anciennes structures qui renaissent de leurs cendres ou au sein de nouvelles entités comme la Confédération nationale de l'artisanat (CNA), créée en 1947. Les positions centristes de ces organisations sont rapidement contestées par l'UDCA de Pujade, qui déploie, à partir de 1953, l'étendard de la contestation fiscale. Cependant le poujadisme s'inscrit, pour l'auteur, dans « la longue lignée de la petite bourgeoisie française en colère » et tient plus du populisme que du fascisme. Surtout, le succès de l'UDCA dure peu, les artisans, au début des années soixante, semblant de plus en plus enclins à s'affilier aux organisations structurées par secteurs et par métiers. Les tentatives de promotion d'une identité artisanale achoppent ainsi sur la diversité des positions économiques et des pratiques au travail, sur l'instabilité sociale d'un milieu traversé des allées et venues vers d'autres univers professionnels, sur la fondamentale hétérogénéité du monde de l'atelier. Mais la faillite du projet artisanal ne doit pas occulter le rôle central que les « petits » ont tenu dans l'histoire de la

France du xx^e siècle. Il revient à S. Zdatny le grand mérite de le rappeler ici.

Claire ZALC

1. *The Petite Bourgeoisie in Europe 1870-1914, Enterprise, Family and Independence*, Londres-New York, Routledge, 1995.

2. Steven ZDATNY, *Hairstyles and Fashion: A Hairdresser's History of Paris, 1910-1920*, New York, Berg Publishers, 1999.

Michelle SALITOT, *Modes d'appropriation d'un rivage. La baie du Mont-Saint-Michel, Paris*, L'Harmattan, « Maritimes », 2000, 279 p.

Voici un ouvrage à la croisée de l'histoire et de la sociologie, d'après son auteur, mais qui pourrait ressortir très légitimement de l'anthropologie historique la plus récente en raison de l'attention que Michelle Salitot porte au droit, mise en forme du social et soumission à l'ordre politique, discipline qui l'a toujours intéressée si l'on en juge à ses ouvrages et articles précédents. En proposant une étude des formes d'exploitation du rivage (la baie du Mont-Saint-Michel) — ce qu'elle appelle les cultures (aux multiples sens du mot) d'un espace qui disparaît et réapparaît deux fois par vingt-quatre heures — M. Salitot s'inscrit définitivement dans un domaine qui relève tout autant du maritime que de l'espace rural (ce qui n'est pas urbanisé et offre une production locale spécifique). Double appartenance géographique de ce rivage mais aussi proximité des concepts qui s'y appliquent puisque, pour elle, la petite production marchande dans la pêche est comme son parèdre de l'agriculture, non la forme résiduelle d'une production pré-capitaliste mais la conséquence d'un processus d'industrialisation qui n'a pas abouti. Pluralité des méthodes également, puisque l'auteur conjugue entretiens et travail en archives, littérature orale et écrite.

Lectrice attentive de ses collègues anthropologues du lointain, M. Salitot s'est ici plus particulièrement attachée aux rapports sociaux de production qui peuvent prendre, dans les sociétés semi-complexes, la forme de rapports de parenté ou de subordination politique ou religieuse. Comme pour la Franche-Comté, l'auteur tente avec succès de montrer que toute étude d'un groupe domestique ne peut être séparée du substrat qui le fait vivre dans des conditions socio-économiques spécifiques. Pas plus qu'il ne peut être détaché du droit. Le territoire où M. Salitot se saisit de son objet d'étude n'est-il pas un espace naturel où l'État légifère depuis l'Antiquité et où les différents édits jouent un rôle important dans l'organisation des rapports de production ? Toutefois, pour fonctionner, les sociétés, qu'elles soient exotiques ou proches, doivent fabriquer un dispositif idéal (selon l'expression de Maurice Godelier), soit de l'imaginaire masquant et légitimant à la fois, entretenant les représentations que la société donne d'elle-même et des autres.

Le plan de l'ouvrage répond à l'architecture intellectuelle qui a sous-tendu l'étude, mais, plutôt que retracer une histoire linéaire de la baie du Mont-Saint-Michel, l'auteur s'est attachée à rendre compte de moments particuliers où les transformations se donnent à voir : M. Salitot débute par le déchiffrement de la légende de la forêt de Scissy en éclaircissant les rapports de cet espace avec le politique, parcourt les systèmes de production et les formations sociales qui leur ont donné naissance dans cette baie où l'estran — zone comprise entre le balancement des marées — est particulièrement important, et termine sur l'invention historique d'un territoire productif, insistant sur l'émergence du rivage en tant qu'espace foncier.

L'histoire de la forêt de Scissy, telle qu'elle est décryptée par M. Salitot, est passionnante et se lit comme la légende qu'elle voulait être. Récit des origines,